



Assemblée générale

Distr.
LIMITEE

A/C.3/43/L.41/Rev.1
23 novembre 1988
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-troisième session
TROISIEME COMMISSION
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Australie, Autriche, Belgique, Canada, Costa Rica, Danemark,
Irlande, Islande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal,
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Samoa :
projet de résolution révisé

La situation des droits de l'homme dans la République islamique d'Iran

L'Assemblée générale,

Guidée par les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme 1/ et les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme 2/,

Réaffirmant que tous les Etats Membres sont tenus de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales et de respecter les obligations qu'ils ont contractées aux termes des divers instruments internationaux pertinents,

Rappelant ses résolutions pertinentes, ainsi que celles de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

1/ Résolution 217 A (III).

2/ Voir résolution 2200 A (XXI), annexe.

Rappelant en particulier la résolution 1988/69 de la Commission des droits de l'homme, en date du 10 mars 1988 3/, par laquelle la Commission a décidé de proroger d'un an le mandat de son représentant spécial et l'a prié de présenter à l'Assemblée générale, à sa quarante-troisième session, un rapport intérimaire sur la situation des droits de l'homme dans la République islamique d'Iran, y compris la situation des groupes minoritaires, tels que les baha'is, ainsi qu'un rapport final à la Commission à sa quarante-cinquième session,

Se félicitant du cessez-le-feu récent, élément positif qui devrait favoriser une situation permettant la pleine jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Prenant acte de l'opinion du représentant spécial, à savoir que le Gouvernement de la République islamique d'Iran a continué, pendant la période considérée, d'indiquer qu'il était disposé à accroître graduellement sa coopération avec les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies,

Considérant l'engagement que les autorités iraniennes ont pris de répondre en détail aux allégations de violation des droits de l'homme comme un fait nouveau encourageant,

Notant néanmoins qu'il n'a pas encore été reçu de réponse détaillée aux diverses allégations portées à l'attention du Gouvernement de la République islamique d'Iran par le représentant spécial,

Regrettant qu'en dépit de la volonté plus marquée de coopérer avec le représentant spécial qui a été manifestée, une entière coopération n'a pas encore été apportée,

Notant les contacts récents entre le représentant spécial et le Gouvernement de la République islamique d'Iran, qui, espère-t-on, déboucheront sur une totale coopération entre le représentant spécial et la République islamique d'Iran, y compris une visite du représentant spécial en République islamique d'Iran, afin qu'il puisse s'acquiescer de son mandat,

Notant que les baha'is continuent d'être soumis à diverses formes de vexations et de discrimination en République islamique d'Iran, bien qu'il y ait des indications que l'intensité de la campagne de persécution dont ils font l'objet a quelque peu diminué ces derniers mois et qu'un certain nombre d'entre eux ont été relâchés,

1. Prend acte en l'apprécient du rapport intérimaire du représentant spécial, notamment de l'examen des faits et des observations qu'il contient 4/;

3/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1988, Supplément No 2 (E/1988/12), chap. II, sect. A.

4/ A/43/705, annexe.

2. Prie de nouveau instamment le Gouvernement de la République islamique d'Iran d'apporter son entier concours au représentant spécial de la Commission des droits de l'homme et, en particulier, de l'autoriser à se rendre dans le pays;
3. Demande au Gouvernement de la République islamique d'Iran de donner immédiatement effet à l'engagement qu'il a pris de répondre en détail aux allégations de violations des droits de l'homme portées à son attention;
4. Exprime à nouveau sa profonde préoccupation au sujet des allégations nombreuses et détaillées relatives à de graves violations des droits de l'homme dans la République islamique d'Iran dont le représentant spécial fait état dans son rapport, à savoir les violations concernant le droit à la vie, le droit de ne pas être soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le droit à la liberté et à la sécurité de la personne, le droit à un jugement équitable et le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion;
5. Constata avec une vive préoccupation que, tout en signalant encore une diminution du nombre des allégations concernant des violations du droit à la vie en 1987, le représentant spécial indique que, selon ses informations, un grand nombre de personnes persécutées en raison de leurs convictions politiques auraient péri pendant la période de juillet à septembre 1988 lors d'une nouvelle vague d'exécutions;
6. Exprime sa profonde préoccupation devant les allégations selon lesquelles les mauvais traitements et les tortures, tant physiques que psychologiques, sont pratique courante dans les prisons iraniennes, en particulier lors des interrogatoires, mais aussi immédiatement après l'arrestation ainsi qu'avant et après le jugement définitif;
7. Exprime également sa profonde préoccupation devant le recours à des procédures extrêmement sommaires, improvisées et irrégulières, le fait que les accusés ne soient pas informés des motifs précis retenus contre eux, l'absence d'assistance juridique, l'absence d'une instance d'appel appropriée et diverses autres irrégularités empêchant un procès équitable selon les normes internationales;
8. Partage l'opinion du représentant spécial concernant l'importance d'une enquête rapide sur les allégations d'irrégularités dans le traitement infligé aux prisonniers politiques et aux autres personnes en détention, de même que la nécessité d'une réparation adéquate pour ceux dont les droits de l'homme ont été violés;
9. Accueille avec satisfaction l'intention du représentant spécial d'examiner dans son rapport à la Commission des droits de l'homme lors de sa quarante-cinquième session plusieurs questions relatives au régime juridique applicable en République islamique d'Iran;
10. Fait sienne la conclusion du représentant spécial selon laquelle il continue de se produire dans la République islamique d'Iran des actes incompatibles avec les instruments internationaux par lesquels ce pays est lié et la persistance d'allégations de violations des droits de l'homme justifie que la communauté internationale s'en préoccupe encore et que les organes compétents des Nations Unies suivent la situation dans ce pays;

11. Prie instamment le Gouvernement de la République islamique d'Iran, en sa qualité d'Etat partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques 2/, de respecter les droits énoncés dans cet instrument et d'en assurer l'exercice à toutes les personnes vivant sur son territoire et soumises à sa juridiction;

12. Prie le Secrétaire général d'accorder toute l'assistance nécessaire au représentant spécial;

13. Décide de poursuivre l'examen de la situation des droits de l'homme dans la République islamique d'Iran, y compris la situation des groupes minoritaires tels que les baha'is, lors de sa quarante-quatrième session, de manière à réexaminer cette situation à la lumière des éléments nouveaux qu'auront pu apporter la Commission des droits de l'homme et le Conseil économique et social.
